

## "Le pacte de Varsovie" dans Corriere della Sera (31 mai 1955)

**Légende:** Le 31 mai 1955, le quotidien italien Corriere della Sera examine la portée de la signature, le 14 mai 1955, du pacte militaire de Varsovie entre l'URSS, l'Albanie, la République démocratique allemande, la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie et la Tchécoslovaquie.

**Source:** Corriere della Sera. 31.05.1955, n° 128; anno 80. Milano: Corriere della Sera. "Il Patto di Varsavia", auteur:Caleffi, Camillo , p. 1.

**Copyright:** (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/le\\_pacte\\_de\\_varsovie\\_dans\\_corriere\\_della\\_sera\\_31\\_mai\\_1955-fr-5b37b573-2db0-48e0-b358-d19afcb2a9aa.html](http://www.cvce.eu/obj/le_pacte_de_varsovie_dans_corriere_della_sera_31_mai_1955-fr-5b37b573-2db0-48e0-b358-d19afcb2a9aa.html)



**Date de dernière mise à jour:** 05/07/2016

## Le Pacte de Varsovie

Le traité de l'alliance entre les États communistes européens signé à Varsovie le 14 mai n'a pas encore montré toute sa teneur; les débats et les écrits sur le sujet se sont faits rares. Cela est sans doute dû à la multitude d'événements politiques importants qui se sont déroulés au cours de ce mois les uns à la suite des autres en l'espace de quelques jours. Il est possible également que le soudain nouvel espoir de paix ait occulté un fait qui lui soit opposé. En effet, la nouvelle alliance, à caractère essentiellement militaire, représente sans doute une étape supplémentaire pour les pays communistes sur la voie de la périlleuse, et malheureusement, incessante course à l'armement entre l'Orient et l'Occident.

Dans le «traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle entre les démocraties populaires», certains ont voulu voir la simple revendication d'une situation qui existe déjà depuis des années dans le bloc de l'Est. Pour beaucoup, sa création était déjà prévue, étant donné que depuis décembre dernier, Moscou avait annoncé que l'union des forces armées des États communistes serait placée sous un commandement unique dans le cas où le traité de Paris serait ratifié. C'est pourquoi cette alliance semble représenter une réaction du Kremlin, parmi tant d'autres, à la formation de l'Union européenne occidentale, une sorte de démonstration de force et de prestige, sur fond de propagande. Toutefois, il ne s'agit pas de cela. En réalité, l'Union européenne de l'Est, que l'on pourrait appeler l'U.E.E., ajoute un élément non négligeable à la structure des incroyables déploiements des forces de l'Est et de l'Ouest.

Les caractéristiques du Pacte de Varsovie apparaissent plus claires si on les compare à celles de l'Alliance atlantique et de l'UEO, les deux organisations dont l'Alliance de l'Est est en quelque sorte le reflet, au point d'être définie, improprement, comme l'OTAN rouge. Le bloc communiste, qui domine la gigantesque zone du centre du continent Europe-Asie, aura, dans peu de temps, juste après les ratifications qui sont en cours et qui sont menées avec zèle, un commandement suprême et un état-major général, avec son siège à Moscou. Le maréchal Koniev a été désigné commandant suprême, il est l'un des dirigeants les plus durs et les plus énergiques de la dernière guerre et ne s'acquittera certainement pas de cette tâche comme d'une sinécure pacifique, mais apportera plutôt à la nouvelle organisation sa marque personnelle, réaliste et efficace. L'état-major sera composé des délégués des pays signataires.

Les problèmes les plus importants, qui concernent surtout les intérêts de chacun des alliés, seront de la compétence d'un Comité politique consultatif des puissances signataires. Le pacte assigne à ce comité le devoir, entre autres, de délibérer sur l'autonomie des forces armées de chacun des États. À ce propos, deux différences fondamentales existent entre les deux Unions européennes: celle de l'Est vise l'accroissement de son potentiel belliqueux, celle de l'Ouest est hantée par le problème de contenir les forces armées dans des limites bien définies, c'est-à-dire de contrôler les armements et les chaînes de production de la guerre, sans oublier les inévitables complications qu'engendrent les comités et leurs administrations respectives.

Le pacte stipule que les gouvernements auront pour tâche d'examiner et de décider des questions relatives à la dislocation des forces unifiées, selon les besoins de la défense commune. Dans ces conditions, on distingue plus clairement l'objet d'une unification concrète des forces armées communistes, qui trouve sa plus grande expression dans l'expansion territoriale, qui n'est désormais plus limitée par les frontières puisqu'elles sont quasiment inexistantes dans le bloc de l'Est, du moins militairement. Ainsi, la présence d'unités et de bases soviétiques sur les territoires des plus petits alliés, conformément aux

plans stratégiques voulus par les hautes sphères hiérarchiques militaires moscovites est admise et, l'on pourrait dire, presque anticipée. Le bloc de l'Est s'arrogera ainsi les prérogatives des forces armées non seulement intégrées, mais réellement unifiées, tout comme prévoyait de le faire le traité de la Communauté européenne de défense qui devait jeter les bases de l'armée unique d'une Europe dont les institutions politiques, économiques et militaires ont fusionné.

L'application du Pacte de Varsovie permettra aux armées des pays communistes, dont l'armement et l'équipement seront standardisés, les troupes entraînées de manière identique, préparées et réparties selon des plans d'action communs, de se placer sur la ligne de démarcation entre l'Est et l'Ouest. Les différentes unités, les bases terrestres et les bases aériennes se déploieront sur une large zone, aussi dense que l'exige la stratégie actuelle: en un front uni, moderne, qui part de la mer Baltique pour rejoindre la mer Noire en passant par les territoires des pays satellites à savoir, dans l'ordre, à partir du Nord, par la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Roumanie et la Bulgarie. À l'autre extrémité de l'U.R.S.S., qui s'étend de l'autre côté des lointaines frontières de la Chine, se situent les réserves et les ressources inépuisables de la grande puissance. À l'avant-poste, on trouve l'Albanie, isolée au bord de l'Adriatique et située en face de l'Italie, qui est destinée à être également en première ligne sur ce front aéronaval. Un avant-poste qui, par ses armées actuelles, d'un certain potentiel, et par celles que lui octroieront éventuellement les alliés, peut-être par l'intermédiaire de la complaisante Yougoslavie, pourrait représenter une menace non négligeable pour nous et en notre sein, dans l'organisation de la défense atlantique.

Voici la situation telle qu'elle se présente aujourd'hui. Toutefois, les projets des dirigeants russes prévoient un soutien supplémentaire grâce à la mise sur pied d'une armée en Allemagne de l'Est qui donnera le droit, éventuellement plus tard, à la «République démocratique allemande», huitième membre de l'alliance, de participer, elle aussi, au Commandement unifié. Et pourtant cela ne suffit toujours pas. Pour compléter le tableau de l'organisation communiste, selon les dirigeants russes, une zone de territoires neutres devrait être créée, avant même que n'ait lieu le déploiement mentionné ci-dessus, qui comprendrait l'Autriche et l'Allemagne réunifiée, toutes deux quasiment désarmées. Le bloc de l'Est aurait alors, au front, pour reprendre un terme qui remonte à l'ancienne fortification, un glacis dégagé, sans encombres, tout à fait approprié en matière de défense et qui se prête à toute opération offensive.

On ne compte plus dans le pacte les déclarations désormais rebattues sur les intentions strictement défensives et les efforts mis en œuvre pour éviter de représenter une menace de recours à la force dans les relations internationales. Hormis la valeur objective de telles déclarations et sans vouloir aller rechercher des raisons alarmistes dans les clauses du traité, qui n'en est pour le moment qu'au stade de projet, on ne peut s'empêcher de faire remarquer que les plans d'élargissement de l'organisation militaire du bloc de l'Est, armé jusqu'aux dents, s'accordent assez mal avec cette volonté proclamée de détente et de paix.

Camillo Caleffi